Interview
Rencontre avec un militant UMP


Adrien, ancien président des Jeunes Populaires d'Aix-en-Provence.

A seulement 24 ans, Adrien a pourtant déjà de l'expérience. Le virus de la politique, il l'a attrapé à la sortie du lycée. Sa première adhésion à l'UMP remonte à 2003, il n'était alors âgé que de 16 ans.Originaire de Carpentras, c'est à Lille, où il intègre une école de commerce, qu'il fait ses premiers pas de militant. Il rejoint les Jeunes Populaires et participe à l'organisation de la campagne présidentielle de 2007, au rassemblement des jeunes de l'UMP au Zénith de Paris, et à bien d'autres évènements en présence de grands noms de la politique.Il intègre ensuite l'IAE d'Aix-en-Provence et pousse la porte de la permanence du parti rue des Cordeliers. Il y a peu de Jeunes Populaires à Aix, car traditionnellement, la ville est le fief du parti radical. Qu'à cela ne tienne, Adrien prend les choses en main, organise et participe à des réunions, débats, rassemblements avec les jeunes soutenant le parti présidentiel dans la ville de Cézanne. Aujourd'hui étudiant en thèse, Adrien a mis de coté pour l'instant son action de militant, mais il l'affirme, ce ne sera qu'une courte parenthèse: la politique, il l'a dans la peau. Rencontre avec un militant confirmé.

Être militant aujourd'hui, comment cela se traduit-il au quotidien ?
Le militantisme classique, c'est à dire la distribution de tracts, de t-shirts, de casquettes, et aller coller des affiches, je n'ai pas fait ça ici à Aix. J'ai plus fait ce que j'appellerai du militantisme numérique, j'étais actif sur le net. J'écrivais pour des blogs, sur des réseaux sociaux comme Facebook... On utilisait la Toile pour rassembler les gens, et se rencontrer ensuite en personne. L'idée était de partager des idées, de construire des projets.

Quelles étaient vos motivations pour vous engager en politique si jeune ?
Un goût prononcé pour les grands débats de société, la défense de projets et de valeurs. Être militant, pour moi, c'est promouvoir une vision de la société, débattre sur comment vivre ensemble, travailler pour le développement du pays à l'international mais aussi au niveau national et local. C'est la défense d'un projet global de société.

Pensez-vous faire de la politique vous-même, dans le futur?
Absolument. Je pense que je suis programmé pour faire de la politique, en quelque sorte. Je m'oriente plus sur de la politique nationale, cependant tout est possible. Je m'intéresse à la France des grandes villes, à Paris, mais je suis un amoureux de la France, y compris la France rurale, qu'on à tendance à oublier. A la sortie du lycée je me suis orientée vers une école de commerce car je recherchais une formation généraliste. Aujourd'hui je prépare une thèse en management public, ce qui devrait m'ouvrir plus de portes dans cette voie.

Les élections présidentielles approchent. Est-ce un temps fort pour les militants?
Les périodes électorales sont toujours plus animées que le reste. Certes les présidentielles approchent, mais avant il y a les cantonales, puis les sénatoriales. A l'UMP la machine se met en marche pour les élections. Ce qui est regrettable justement, c'est qu'entre les élections, il ne se passe pas grand chose. Les choses sont différentes dans un parti d'opposition. Là en 2011, on va vers une année riche en militantisme. Ce sera avant tout un travail de soutien de la part des adhérents.

Si demain je décidais d'adhérer à l'UMP. Une fois ma carte en main, que se passe t'il?
En principe, rien. Tout dépend de l'engagement personnel de chacun. Si tu désires soutenir un candidat, on va te donner le "kit" du militant. Un arsenal de tracts, t-shirts, d'affiches... et on va t'envoyer au marché, dans la rue, distribuer des tracts et informer, discuter, rencontrer les gens. De la communication, en somme. Après, le problème à mon sens c'est que le plus souvent, la participation des jeunes se résume à l'écoute. On ne les implique pas directement dans le

militantisme et dans l'action, on les rend passifs. Beaucoup de jeunes voient leurs idéaux voler en éclats quand ils poussent la porte d'une permanence, car ils s'attendent à prendre part au débat, quand en réalité, ils sont là pour l'écouter.

Quand on vous dit que les jeunes sont dépolitisés, qu'en pensez vous ?
Que c'est malheureusement vrai, même parmi les jeunes engagés. La communication politique est très verticale, du coup les jeunes s'en désintéressent. Ils deviennent des spectateurs passifs. Il faut aller au delà. Il faut leur demander une contribution réelle, permettre plus d'interaction entre les élus et les jeunes militants. Une communication plus horizontale, il ne faut pas simplement qu'ils assistent à des prises de décisions. On est restés dans le schéma de communication politique du 20e siècle. Mais les choses, les technologies et les jeunes ont changé, il faut réussir à évoluer vers une nouveau militantisme. Il est très important d'être sensibilisé aux enjeux de la société, il ne faut pas rester passif. Si j'ai un conseil à donner aux jeunes qui veulent s'engager auprès d'un parti, c'est d'aller aux permanences, et oser refuser les piles de tracts, oser demander plus et participer. Ce sera un bon début.

Être militant, surtout quand on commence très jeune, est-ce parfois ça n'est pas mal vu ?
Non, pour moi en tout cas ça c'est toujours bien passé. De toute façon, pour moi il n'y a rien de pire que l'indifférence. Une réaction, même négative, c'est toujours une réaction, ça fait avancer le débat. Je pense qu'il est très "français" de garder pour soi ses opinions politiques, dans les pays anglo-saxons, ils parlent avec moins de retenue. Mais attention à ne pas tout confondre, les français s'intéressent profondément à la politique! Si vous interrogez les passants dans la rue à propos de la réforme des retraites, par exemple, tout le monde à une opinion sur la question!

Propos recueillis par Laurence Escallier-Lachaup

La politique aux USA, mode d'emploi

Vice président, maire, shérif, sénateur ou gouverneur d'un État... Des fonctions dont on ne perçois pas toujours les contours dans la presse française. Sur la scène politique des États-Unis, jeune démocratie de deux siècles et première puissance mondiale, il est parfois compliqué de s'y retrouver. Qui fait quoi, au juste?
Tout comme l'Allemagne, l'Australie ou la Suisse, la première puissance au monde est une fédération. Une politique à deux étages: le pouvoir fédéral, et le pouvoir de l'État fédéré.Au niveau fédéral, Le chef du pouvoir exécutif est le Président des États-Unis, élu au suffrage universel indirect, et secondé par son administration, les secrétaires d'État.Le pouvoir législatif est régi par le Congrès. Bicaméral, il est composé du Sénat et de la Chambre des représentants. Les membres du Congrès sont élus au suffrage universel direct. Il y a deux sénateurs par État, quelle que soit sa démographie. Le nombre de députés en revanche varie en fonction de la population de l'État. La Californie, par exemple, État le plus peuplé du pays - près de 37 millions d'habitants - compte 53 députés, tandis que le Wyoming -à peine 500 000 habitants - n'est représenté au congrès que par un seul.Le pouvoir central est compétent pour les affaires concernant la Défense, la politique étrangère du pays ainsi que les relations économiques entre les États.
Les 50 États fédérés ont conservé une très large autonomie. Comme le prévoit la constitution américaine, les États-Unis sont une fédération d'États souverains. Ils sont compétents pour les questions de social, d'éducation, de culturel et de judiciaire. Chaque État a sa propre constitution et une très grande liberté d'organisation intérieure. En fait autant de différents systèmes qu'il y a d'États. Comme des poupées russes, au sein de chaque État se tient une version miniature du gouvernement fédéral. Le chef de l'exécutif au niveau de l'État est le gouverneur, élu au suffrage universel direct. Il n'est pas subordonné au pouvoir fédéral et est le chef politique et honorifique de l'État. Il contrôle le budget, a un pouvoir de nomination de plusieurs haut fonctionnaires, dont certains juges, et a un rôle considérable dans la législation de l'État. Il est secondé par un procureur général, un secrétaire d'État, des fonctionnaires, qui tous sont élus au suffrage universel direct.
Toutes les élections ont lieu le même jour, lors de l'Election day, qui a lieu le premier mardi après le premier lundi de novembre, souvent le même jour que la présidentielle. On imagine la bousculade au bureau de vote!
Sous l'État, on trouve la division administrative de base du pays: le comté, qui regroupe plusieurs villes. Il y a en moyenne 62 comtés par État, même si une fois de plus, du Texas (254 comtés) au Delaware (3 comtés), les chiffres varient du tout au tout. En comparaison, les comtés sont aux États ce que les départements sont à la France. Le pouvoir du comté varie selon les États, ils sont en charge de la police locale, des services publics, de collecter les statistiques ou encore procéder aux certificats de mariage, décès et naissance. Les comtés sont dirigés par un « Board of county supervisors », un conseil d'administration, en somme, dont les membres sont une fois de plus élus au suffrage universel direct. Les comtés sont subordonnés aux États. Le pouvoir municipal est extrêmement réduit et dans la majorité des cas, le maire n'a qu'un rôle protocolaire. La politique de proximité est donc principalement régie par les comtés.
Enfin, dans nombre d'États, les shérifs -chefs de la police du comté- et les juges sont également élus au suffrage universel direct. Ils font partie intégrante de la vie politique, mènent campagne et présentent un programme politique, ce qui peut paraître curieux vu de l'hexagone. Le bipartisme est dans ce contexte un paramètre simplificateur !
Laurence Escallier-Lachaup